

Genève, le 15 mars 2017
pour diffusion immédiate

Acquittement de Carlos Vielman : un signal inquiétant

Carlos Vielman, ancien ministre de l'intérieur du Guatemala, a été acquitté. Il avait été jugé par un tribunal madrilène en janvier et février 2017, tribunal qui devait déterminer sa responsabilité dans l'exécution de huit détenus alors qu'il occupait ses fonctions ministérielles. Son ancien bras droit et chef de la Police nationale du Guatemala, Erwin Sperisen, a quant à lui été condamné à la prison à vie pour les mêmes accusations par un tribunal genevois. TRIAL International exprime sa préoccupation face à cet acquittement, qui envoie un signal inquiétant à la société civile guatémaltèque.

Le 15 mars 2017, à l'issue de plusieurs semaines d'audiences et de délibération, la *Sala de lo penal de la Audiencia Nacional* de Madrid a rendu publique sa décision et acquitté Carlos Vielman, citoyen à la double nationalité espagnole et guatémaltèque.

Cette décision fait suite aux procès de plusieurs de ses anciens subordonnés, en Autriche, en Suisse ou encore au Guatemala pour une série d'exécutions extrajudiciaires commises alors que Carlos Vielman était ministre sous le gouvernement d'Oscar Berger. Certains ont d'ailleurs été condamnés pour ces crimes, dont Erwin Sperisen, qui purge actuellement une peine prison à vie, suite à la dénonciation aux autorités de poursuites suisses d'une coalition d'ONG. C'est également le cas de Victor Soto Dieguez, condamné à 33 ans de prison au Guatemala, ainsi que de trois autres membres des forces publiques guatémaltèques.

Ces affaires ont mis en lumière l'existence d'une structure criminelle au sein du gouvernement d'Oscar Berger, qui a également été reconnue par plusieurs instances - commission onusienne (CICIG), procureur en charge des droits humains guatémaltèque, tribunaux suisses et guatémaltèque. Dans ce contexte, l'acquittement de Carlos Vielman envoie un signal inquiétant. En particulier au Guatemala, où l'impunité règne en maître et où les défenseurs des droits de l'homme font état d'un retour de pratiques d'intimidation et d'assassinats.

Si l'issue du procès n'est pas celle qu'attendaient les ONG, sa tenue représente néanmoins une étape dans la lutte contre l'impunité qu'il faut souligner : « *Ce procès a notamment permis de démontrer que d'anciens ministres ne sont pas à l'abri de la justice et qu'ils doivent faire face à leurs responsabilités* », a rappelé **Philip Grant**, directeur de TRIAL International.

A l'heure de publier ce communiqué, TRIAL International n'a pas encore pu prendre connaissance du détail de la décision, ni l'analyser. Pour l'heure, l'ONG se réserve donc de tout commentaire supplémentaire quant aux motifs de la décision.

Plus d'informations sur l'affaire Sperisen

TRIAL International is a non-governmental organization fighting impunity for international crimes and supporting victims in their quest for justice. TRIAL International takes an innovative approach to the law, paving the way to justice for survivors of unspeakable sufferings. The organization provides legal assistance, litigates cases, develops local capacity and pushes the human rights agenda forward.

Media contact:
Chloé Bitton
media@trialinternational.org
+41 79 192 37 44
www.trialinternational.org
[@trial](https://twitter.com/trial)